

À Lyon, l'École des beaux-arts en très mauvaise santé financière

Par souci d'économie, l'Ensba a suspendu son master de design graphique. Pour protester et dénoncer la paupérisation des écoles publiques d'art et de design, des étudiants ont occupé le musée de l'Imprimerie. Mise au point.

Quai Saint-Vincent, l'École nationale supérieure des beaux-arts de Lyon est menacée par un déficit qui ne cesse de s'aggraver, s'alarme sa direction. Franck Guiziou Franck/hemis.fr

Par Xavier de Jarcy

Réservé aux abonnés

Publié le 06 juin 2024 à 17h07

Lire dans l'application

« **D**éficit gigantesque », « Titanic »... Depuis plusieurs mois, l'École nationale supérieure des beaux-arts (Ensba) de Lyon vit une grave crise financière. Selon sa direction par intérim, « *la situation est encore sous contrôle* », mais, si aucune décision n'était prise, le déficit passerait de 1 000 euros fin 2023 à près de 100 000 fin 2024, et 700 000 en 2025, sur un budget général de 8 millions.

Comme les trente-trois autres écoles publiques territoriales d'art et de design, l'Ensba Lyon subit l'inflation générale, la hausse des prix de l'énergie et des coûts de fonctionnement, la revalorisation des salaires de la fonction publique. Et elle a épuisé son fonds de réserve.

Le 29 avril dernier, pour faire des économies, l'établissement du quai Saint-Vincent, qui accueille environ 350 étudiants, a donc décidé de suspendre le master de design graphique. Une filière qui, expliquent les deux codirecteurs par intérim, souffre d'un « *problème d'attractivité* » et accueille un nombre réduit d'étudiants.

À lire aussi :

“Non au devenir start-up” : l'appel des écoles d'art et de design contre la privatisation de leur filière

Pour protester contre cette décision, des étudiants ont lancé une pétition qui a « *rassemblé plus de deux mille signatures* ». Et ils ont envahi le musée de l'Imprimerie et de la Communication graphique le 1^{er} juin, au moment d'une rencontre prévue avec le public. Cette institution du vieux Lyon accueillait une

dizaine de travaux d'élèves de première année, présentés dans le cadre de l'exposition « Le musée ambulant. Lectures de Miyazaki ». Les manifestants les ont retirés pour les remplacer par des tracts et ont quitté les lieux au bout d'une demi-heure.

Au musée de l'Imprimerie et de la Communication graphique, des étudiants des Beaux-Arts de Lyon ont, le 1er juin, remplacé des œuvres par des tracts pour protester contre la suspension du master de design graphique. Collection particulière

Sur les textes, ils reprochent au directeur, Joseph Belletante, membre du conseil d'administration de l'école, d'avoir voté pour la suspension du master. *« Je suis entré dans ce conseil comme personnalité qualifiée au moment de l'annonce de la fermeture du master. J'arrive après la bataille. C'était comme choisir entre se couper le bras et se couper la main. C'est très triste »*, se justifie Joseph Belletante, qui explique son attitude par l'état financier *« déplorable »* de l'école, et se dit prêt à participer à une réflexion sur la place du design graphique dans la région quand une nouvelle direction aura été désignée.

Enseignement artistique menacé

Au-delà du cas de Lyon, les étudiants dénoncent aussi la *« mise en danger de l'enseignement artistique en France, et plus généralement le manque de budget alloué à la culture »*. Car après la fermeture annoncée de l'École supérieure d'art et de design de Valenciennes, et celle de la section *« enseignement supérieur »* de l'École média art de Chalon-sur-Saône, la situation de l'Ensba de Lyon confirme la nécessité de réformer le socle institutionnel des écoles d'art publiques territoriales et de leur assurer un financement solide. C'est d'autant plus urgent que la plupart de ces établissements vivent sur leur fonds de réserve et l'auront bientôt eux aussi épuisés.

Ils délivrent des diplômes nationaux, mais leur budget dépend à près de 90 % des collectivités territoriales, et en particulier des communes. C'est le cas à l'Ensba de Lyon, pour laquelle l'État contribue pour moins de 6 % des dépenses. Si certaines écoles bénéficient de soutiens régionaux, Laurent Wauquiez, président LR de la Région, a diminué de 100 000 euros sa dotation annuelle à l'Ensba de Lyon depuis 2022. La métropole du Grand Lyon, elle, ne verse pas un centime. L'école

paie par ailleurs un loyer annuel de 800 000 euros à la mairie, qui, pour soulager un peu la trésorerie de l'établissement, en a gelé l'augmentation sur trois ans.

À lire aussi :

Les écoles d'art sont à sec mais l'État ne leur verse qu'un verre d'eau

Alertée sur la situation par plusieurs rapports, Rachida Dati avait affirmé en mars dernier qu'elle n'hésiterait pas à laisser mourir des établissements en difficulté, avant de faire marche arrière face aux protestations. Depuis cette date, le ministère de la Culture étudie des solutions, mais les écoles ignorent quelle sera sa politique à leur égard. Ce silence des institutions nationales et locales contribue au sentiment d'abandon éprouvé par les équipes éducatives. « *Personne ne nous aide* », déplore un observateur.

Arts

Économie de la culture

éducation artistique

Ministère de la Culture

Enseignement supérieur

LISEZ AUSSI

“Le Tigre bleu de l’Euphrate” : Emmanuel Schwartz incarne avec puissance un Alexandre le Grand à l’agonie

